

Je veux aussi mentionner le travail d'Évaluations-médias pour son effort de sensibilisation du public au problème de l'image des femmes

Grâce à ces initiatives, peut-être qu'un jour il ne sera plus nécessaire de faire l'éloge de ceux qui présentent la femme comme une personne normale et raisonnable.

* * *

[Traduction]

FONCTION PUBLIQUE 2000

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, Fonction publique 2000 changerait l'aspect d'une institution qui sert les Canadiens depuis des années avec dévouement et compétence. Alors qu'une vraie réforme peut être salubre, il est inadmissible que le gouvernement veuille apporter des changements radicaux sans avoir consulté de façon approfondie ceux qui seront le plus touchés, à savoir, tous les employés de la Fonction publique.

Les syndicats de la Fonction publique estiment que la haute direction, le Conseil du Trésor et les bureaux du Conseil privé contrôlent toute l'affaire et qu'on ne tient aucun compte des inquiétudes et des idées des travailleurs de première ligne. Le moral des employés de la Fonction publique est bas. Pourquoi le gouvernement ne profite-t-il pas de cette source inappréciable d'expérience et d'innovation, s'il veut vraiment procéder à une réforme efficace?

Il essaye d'étouffer le débat en faisant taire la voix potentiellement puissante des employés de la Fonction publique en première ligne. Celle-ci présente un excellent bilan de dévouement à l'égard des Canadiens. Proposer des changements, et des changements radicaux, à apporter à cette institution sans consulter tous les employés de la Fonction publique c'est non seulement user cruellement de son autorité, mais c'est un effort stérile.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse.

Au Royaume-Uni, des douzaines de députés ministériels ont déserté madame Margaret Thatcher parce qu'el-

Questions orales

le refusait obstinément d'écouter la population, ses propres députés, et même ses propres ministres. Elle persistait à vouloir imposer une taxe d'une injustice flagrante.

Ici, au Canada, des députés ministériels abandonnent le gouvernement ou sont exclus du caucus conservateur en grande partie pour les mêmes raisons. En fait, seulement 4 p. 100 des Canadiens pensent que les initiatives du gouvernement ont amélioré la situation économique.

Quand donc le gouvernement va-t-il abandonner l'attitude intransigeante qui est à l'origine de la ruine politique de madame Margaret Thatcher? Quand donc le gouvernement va-t-il renoncer à sa TPS et mettre en oeuvre des mesures économiques et fiscales propres à aider les Canadiens à sortir du marasme où ses initiatives mal avisées les ont entraînés?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je m'étonne d'entendre le chef de l'opposition poser pareille question. Je pensais que le Canada était un pays indépendant et souverain qui décidait lui-même de son orientation politique et de ses institutions. S'il propose que nous en revenions aux vieilles méthodes, je lui répondrai qu'en dépit de ses 30 années de service, il devrait adopter une attitude plus moderne.

En fait, le gouvernement a clairement défini les étapes de son programme économique, d'abord en 1984, puis dans l'exposé économique de 1985 et, enfin, au cours de la campagne électorale de 1988. Il a toujours dit que le Canada devait se doter de nouvelles structures afin de maintenir sa position concurrentielle sur un marché désormais planétaire. Nous nous efforçons de mettre en oeuvre des programmes et des mesures propres à préparer le Canada à jouer un rôle à part entière dans la nouvelle économie planétaire.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Selon le *Conference Board of Canada*, monsieur le Président, notre pays se trouve pour la première fois aux prises avec une récession qu'il a engendrée justement à cause des initiatives dont parle le ministre. En ces temps de récession, le président du Conseil du Trésor s'apprête à faire savoir que le gouvernement va effectuer des coupes sombres dans ses programmes d'aide sous prétexte de financer les opérations militaires de notre pays dans le golfe Persique.